L'image de la Chine à l'épreuve des infrastructures en Côte d'Ivoire (1996-2023) : éléments d'appréciation

EBI N'godo Filomène,
Enseignante-chercheuse, Université Alassane Ouattara ebifiliz09@yahoo.fr
DOUMBIA Ali,
Enseignant-chercheur, Université Alassane Ouattara, alidoumbia11@yahoo.fr

Résumé

S'inscrivant dans le cadre de l'implantation des entreprises chinoises en Afrique voire en Côte d'Ivoire, cet article souligne les différentes appréciations émanant de la population locale, depuis le début de l'activisme chinois dans le paysage architectural ivoirien. Au-délà de quelques sources imprimées, l'étude repose essentiellement sur des données empiriques. L'Analyse révèle que sur la période de 1996 à 2023, les entreprises chinoises, dans le cadre de la mise en oeuvre des projets d'infrastructures en Côte d'Ivoire, sont sujet à différentes qualifications. La population admire et souligne certains atouts tels que la rapidité, l'accessibilité et la flexibilité du coût des travaux. Par contre, des reproches relatives à la prise en charge de la main d'oeuvre locale, le transfert de la technologie et la gestion de l'environement, sont faites. Grâce à ces réactions et aux négociations des autorités ivoiriennes, on note une amélioration progressive dans la pratique des chinois sur les 20 dernières années.

Abstract

Within the context of the establishment of Chinese companies in Africa, and even in Côte d'Ivoire, this article highlights the various opinions coming from the local population since the start of Chinese involvement in the Ivorian architectural landscape. Beyond a few printed sources, the study is mainly based on empirical data. The analysis shows that during the period from 1996 to 2023, Chinese companies, in the context of implementing

infrastructure projects in Côte d'Ivoire, are subject to different evaluations. The population admires and points out certain strengths, such as the speed, affordability, and cost flexibility of the work. On the other hand, criticisms related to the handling of local labor, technology transfer, and environmental management are made. Thanks to these reactions and negotiations by the Ivorian authorities, improvements in the practices of the Chinese are noted over the 20 years.
Mots clés: *Chine, Côte d'Ivoire, image, infrastructure, appréciation*
Key words: *China, Côte d'Ivoire, image, infrastructure, assessment*

Introduction

Dans le contexte de la coopération bilatérale sino-ivoirienne, la République Populaire de Chine (RPC), tout comme bien d'autres partenaires internationaux, finance des projets d'infrastructures en vue de soutenir la Côte d'Ivoire dans son élan de développement. Dans ce cadre, sur la période de 1996 à 2023, différentes infrastructures de renom sont réalisées. Notamment, le palais de la culture d'Abidjan construit sur la période de 1996 à 1999 par la Compagnie Nationale d'Exportation des Equipements Complets de Chine (COMPLANT) et Gansu Oversea Engineering Corporation, et le stade olympique d'Ebimbé livré en 2023 par Beijing Construction Engineering Group (BCEG). Cependant, à observer de près, l'on se rend compte que, la mise en oeuvre de ces projets est le faite d'entreprises chinoises mandatées depuis la RPC. De plus, l'approche de ces entreprises pendant la réalisation des travaux sur le terrain fait l'objet de différentes observations. C'est d'ailleurs cette réalité qui sucite la présente analyse.

La question fondamentale de l'étude est de savoir, comment la Chine, au travers de ses entreprises de construction, est-elle perçue dans le domaine des infrastructures en Côte d'Ivoire au fil des années?

L'objectif général de l'étude est d'analyser, les perceptions de la population locale vis-à-vis de la Chine dans le cadre de la mise en oeuvre des projets d'infrastructures. ainsi que l'évolution dans les pratiques de cette dernière. Spécifiquement, il s'agit non seulement de souligner les éléments d'appréciation et de dépréciation à l'encontre des entreprises chnoises mais également, de montrer les éventuels changements observés dans la pratique sur le terrain au fil du temps.

Cette étude se veut empirique ainsi, au-delà de quelques rapports et livres consultés dans des centres de documentations locaux, elle se base essentiellement sur des enquêtes de terrain réalisées de 2015 à 2025. Sur dix années, différentes couches sociales ont été interrogé. Cependant, dans le cas précis de cette étude, les enquêtés selectionés sont soit des superviseurs de grangds travaux, principalement des agents du Bureau National d'Etude Technique et de Développement (BNETD) de Côte d'Ivoire, soit des manoeuvres ou ouvriers ayant pris part à la mise en oeuvre de certains projets. En 2015, le but des enquêtes était de s'encquérir des réalités sur des chantiers aux mains des entreprises chinoises. De 2019 à 2025, il était question de vérifier les éventuels changements dans l'approche des entreprises chinoises sur le terrain, face aux critiques et revendications de la population locale.

En sus des études déjà réalisées sur les bases de la coopération sino-ivoirienne (N. F. Ebi, 2019, pp.248-263) et sur les grands travaux réalisés par la Chine en Côte d'Ivoire (N. F. Ebi, 2020, pp.442-473), cette étude vient analyser un aspect peu développé dans les travaux antérieurs, à savoir les perceptions de la population sur la RPC.

Pour la mise en oeuvre des projets de coopération, le gouvernement chinois mandate plus souvent des entreprises d'états. Ainsi, l'image de la Chine est-elle directement associée à ses entreprises sur le terrain. De ce fait, dans cette analyse, les appelations RPC ou Chine ou encore entreprises chinoises renvoient à la même entité.

Le recoupement des différentes informations issues de la collecte de données, permet d'asseoir un plan en deux parties. Une première partie se consacre aux atouts de la Chine dans le cadre de la réalisation des grands travaux. Un dernier axe analyse de façon simultanée, les reproches faites par la population, et les changements observés dans l'approche chinoise sur les chantiers au fil des années.

1. Quelques atouts au compte de la Chine

L'absence de restriction dans le choix des zones d'activités, la simplicité et la disponibilité de la main d'œuvre chinoise, ainsi que la flexibilité du coût des projets, sont des éléments qui susciter l'admiration de ses partenaires.

1.1. L'absence de zone d'action préétablie

La Chine intervient dans tous les pays sans distinction, elle est peu exigeante en matière de normes et de sécurité.

Un des éléments clé de la stratégie d'implantation de la République Populaire de Chine en Côte d'Ivoire est sa disponibilité à intervenir dans toutes les zones où elle est sollicitée. La RPC investit et finance des projets de développement infrastructurels dans des « zones jugées à risques » (V. Niquet, 2006, p.04), par les anciennes puissances

colonisatrices. C'est le cas de la Côte d'Ivoire de 2002 à 2010[1]. En effet,pendant que ses bailleurs de fond traditionnels, jugeant l'atmosphère dégradante et instable, ralentissent leurs soutiens au développement surtout pour des projets d'infrastructures, la RPC renforce son aide et son soutien au développement. Soulignons au passage que plusieurs grands travaux tels que l'hôtel des députés de Yamoussoukro, l'hôpital général de Gagnoa sont réalisés à cette époque. De même, certains projets tels que la rénovation du bloc ministériel et l'autoroute Abidjan-Bassam sont négociés pendant cette période. Cet engagement de la Chine attire la sympathie des autorités ivoiriennes et cela, L. Gbagbo *(* 2006, p.02) le souligne en ces termes lors de l'inauguration de l'hôtel des parlementaires à Yamoussoukro en 2006 :

Sachez que nous ne sommes pas des ingrats en Côte d'Ivoire. Non seulement vous ne nous avez pas laissé tomber parce qu'il y a la crise, non seulement vous êtes restés avec nous; non seulement vous avez pris toujours fait et cause pour nous au Nations unies, sur la base de notre souveraineté ; mais encore vous êtes restés à Yamoussoukro à travailler (…) malgré les peurs, malgré les frayeurs, malgré les bruits, vous n'êtes pas partis, vous êtes restés. Cela, je ne l'oublie pas.

Ces propos du président témoignent de son admiration vis-à-vis de la présence chinoise, malgré la situation instable dans laquelle la Côte d'Ivoire était plongée à cette période. Cela dénote également de son engagement à œuvrer pour la consolidation des rapports sino-ivoiriens et favoriser l'insertion des entreprises chinoises en Côte d'Ivoire.

[1] Période marquée par des crises militaire et sociopolitique faisant de la Côte d'Ivoire une destination peu enviable.

En plus, la Chine saisit les opportunités là où elles se présentent sans être trop exigeante, ni regadante en ce qui concerne la politique intérieure du pays concerné. En effet, l'état chinois ne fait pas de distinction d'appartenance politique et économique, de la bonne ou mauvaise gestion d'un pays, avant d'y entreprendre des projets. Cette idée de non-ingérence dans les affaires sociopolitiques de ses partenaires se vérifie, au-delà des frontières de la Côte d'Ivoire, dans les cas du Soudan et du Zimbabwé. En effet, alors qu'en 2002 l'Europe suspend son aide au Zimbabwé pour des raisons surtout politiques, la Chine n'hésite pas à financer des programmes d'investissements dans ces pays. Cette spontanéité à engager des projets sans se préoccuper des avantages immédiats qui y sont liés, lui permet d'obtenir la sympathie du gouvernement zimbabwéen, d'avoir des chantiers dans ce pays et dans bien d'autres pays se trouvant dans la même situation.

Cette attitude de la Chine, selon les autorités chinoises n'est pas une manière d'encourager le désordre politique, mais plutôt une manière de privilégier le développement socio-économique au détriment des autres considérations.

La disponibilité de la Chine à agir dans toutes les contrées sans trop d'exigence suscite l'intérêt et l'admiration des autorités africaines. Cela embelli considérablement son image et facilite son implantation dans les pays d'Afrique dont la Côte d'Ivoire. Ainsi, depuis la fin du XX^{e} siècle, la Chine bénéficie d'une situation favorable auprès des gouvernements ivoiriens, pour son insertion et ses investissements surtout dans des domaines tels que les travaux publiques et bâtiments.

Aux atouts surcités s'ajoutent la disponibilité et la variété de la ressource humaine chinoise.

1.2. Une main d'œuvre chinoise courageuse, peu exigeante et rapide

Grâce à un accent particulier mis sur le secteur de «l'éducation cause la plus fondamentale d'une nation»[2] et surtout sur la formation professionnelle, la Chine dispose d'une ressource humaine variée pour mener à bien ses projets, aussi bien nationaux qu'internationaux. En générale, dans le cadre de la mise en oeuvre des projets d'infrastructure, le courage et la simplicité de la main d'oeuvre chnioise sont des qualités distinctives fréquement soulignées par les autorités et la population ivoiriennes.

Pour ce qui concerne le caractère courageux de cette main d'oeuvre, différentes observations et témoignages le prouvent sur le terrain. À cet effet, nos enquêtes sur des chantiers tenus par des entreprises chinoises en Côte d'Ivoire permettent de confirmer que les ouvriers chinois sont efficaces, très courageux et sérieux au travail. Particulièrement, un entretien avec le directeur technique du chantier du stade olympique d'Ebimpé, en rapport aux difficultés rencontrées par la partie chnoise, révèle ceci :«seuls les Chinois travaillent dans ces conditions difficiles (...)»[3]. Ce bout de phrase, même s'il est destiné à faire montre des difficultés que peuvent rencontrer les entreprises chinoises dans la mise en oeuvre des grands travaux, il dénote également du courage et de l'aptitude de celles-ci, à faire face à toutes éventualité pour mener à bien le travail qui leur est confié.

À ce sujet un des superviseurs de travaux rencontré témoigne de son admiration vis-à-vis des chinois en ces termes: «Les Chinois sur les chantiers, travaillent 7 jours sur 7, de jour et de

[2] Discours prononcé lors de la 3e session plénière du 11e Comité central du parti communiste chinois. www.french.peopledaily.com.cn consulté le 18/01/2013.

[3] Entretien réalisé par nous, avec LI, le Directeur technique du chantier du stade olympique d'Ebimpé, le 7 avril 2019, à Ebimpé.

nuit entre 9 à 12 heure**s** de temps par jour, ce qui n'est pas le cas des travailleurs locaux»[4]. cette affirmation soligne non seulement le caractère courageux de la main d'oeuvre chinoise, mais également laisse voir la différence dans l'approche du travail par les deux groupes sur les chantiers.

Concernant leur mode de vie, des entretiens réalisés sur différents chantiers montrent qu'en générale les travailleurs chinois sont disposés et peu exigeants en ce qui concerne la qualité de vie sur les chantiers. Particulièrement, B.Aka révèle ce qui suit: «En matière de logement, les ouvriers chinois sont beaucoup plus simples car ils logent la plupart du temps sur les chantiers, ce qui n'est pas toujours le cas pour les occidentaux»[5]. En effet, une réalité à souligner chez les entreprises chinoises en Côte d'Ivoire est que, à côté de chaque grand chantier, se crée « un village chinois »[6] comportant tout le nécessaire qu'il faut pour survivre en occurrence une cantine tenue par des cuisiniers chinois, des dortoirs, etc. Au-delà d'être un frein au brassage socioculturel, résider dans ces habitations de fortune dénote de la simplicité des travailleurs chinois. Egalement, ces villages leur permet d'éviter les pertes de temps dans les déplacements et de passer plus de temps sur les chantiers.

Un autre atout souligné par les enquêtés est la rapidité des entreprises chinoises. Le fait de disposer d'une main d'œuvre serieuse au travail et accessible dans tous les domaines d'activité, permet à la Chine d'être plus rapide et plus compétitive dans la gestion de ses projets. Ainsi, les entreprises chinoises finissent-elles la réalisation des travaux

[4] Entretien réalisé par nous, avec M. Diabaté, Agent du BNETD,Superviseur des travaux du stade olympique d'Ebimpé, le 19 Août 2019, à Ebimpé (Anyama).

[5] Entretien directif avec D. B. Aka, Agent du BNETD, Superviseur des travaux de l'autoroute Abidjan-Bassam, le 01 octobre 2015, à Abidjan

[6]Expression pour désigner les camps voire des habitations de fortune, installés proche des grands chantiers tenus par les entreprises chinoises en guise de lieu d'habitation de toute l'équipe des travailleurs.

bien avant les délais impartis (Fraternité Matin, 2006, p.3). Cela se vérifie dans la réalisation de la plupart des projets d'infrastructures en Côte d'Ivoire en occurrence, lors de la construction du palais de la culture de Treichville, l'hôtel des députés à Yamoussoukro et du barrage hydroélectrique de Soubré.

1.3. La flexibilité du coût des projets réalisés par la Chine

En vue de renforcer sa coopération avec la Côte d'Ivoire ainsi qu'avec ses autres partenaires d'Afrique, la République Populaire de Chine use aussi de ses moyens financiers. Ce soutien au développement se fait selon des modalités bien définies. À savoir les dons, les prêts sans intérêts à long terme (PSILT) et les prêts à taux préférentiels à bonification gouvernementale (PPBG), régulé par des structures chinoises telles que l'Eximbank. (F. N. Ebi, 2021, pp. 93-116). Cette planification favorise le financement et la réalisation de grands projets d'infrastructures à moindre coût. Cela sucitent également l'intérêt des autorités locales.

Deux éléments rendent les prêts chinois attrayants. En plus d'être des prêts sans intérêt ou avec un faible taux d'intérêt, « leurs remboursements se font sur une longue période »[7]. En effet, la République Populaire de Chine donne suffisamment de temps à l'État de Côte d'Ivoire pour le remboursement des prêts. Le délai fixé varie de 10 à 25 ans avec des périodes différées allant de 05 à 15 ans. Ce type de prêt suscite l'intérêt des différents gouvernements qui ce succèdent en Côte d'Ivoire car, il leur permet de vite réaliser certains projets.

[7] Direction de la Dette Publique, « Convention de financement signées avec la Chine au 30 mai 2014 », *Rapport, mai 2014, p.02*

Un autre élément qui suscite l'attention et l'admiration des autorités ivoiriennes vis-à-vis de la Chine, est le moindre coût des projets réalisés par les entreprises chinoises. La RPC livre des infrastructures avec tout le matériel de base à des prix moindre. De ce fait, les gouvernements sont plus attirés par ses propositions et offres. Souvent, pour le financement d'un même projet de développement infrastructurel, le coût proposé par une entreprise occidentale est bien des fois élevées de plus 50% aux offres des entreprises chinoises (V. Niquet, 2006, p. 06). À ce sujet, un de nos interlocuteurs qui a préféré garder l'anonymat nous confie que:

La présence de nouveaux bailleurs comme les chinois peut aider au développement rapide des États africains dans le domaine des infrastructures. Cependant, la mainmise des entreprises des ex-métropoles ralentie l'élan des autres partenaires. Par exemple, pour le troisième pont d'Abidjan (le pont HKB), une entreprise chinoise était disposée à réaliser le projet à environ 60 milliards de francs CFA lors des négociations en 2002. Cependant, le marché est attribué à une multinationale française à environ 120 milliards de francs CFA. Soit un manque à gagner de près de 60 milliards pour l'État ivoirien[8].

Ce témoignage souligne le caractère flexible des offres de la RPC. Cela constitue un atout que concèdent les États africains à la Chine car, pour ceux-ci, le coût proposé pour la réalisation d'un projet, est un des plus importants critères de sélection.

Grâce à son aide financière structurée, les œuvres de la Chine sont de plus en plus visibles en Côte d'Ivoire. Plusieurs grands travaux financés par la Chine voient le jour depuis 1994. Entre autres, on peut citer le périmètre rizicole de Guiguidou, le palais

[8] Entretien réalisé par nous, avec Anonymat, Agent de travaux Publique, le 16 septembre 2021, à Bingerville.

de la culture d'Abidjan, la salle de conférences du ministère des Affaires Etrangères, le Barrage de Soubré, le stade olympique d'Anyama etc.Tous ces éléments réunis concourent à redorer l'image de la Chine sur le territoire ivoirien. Cependant des zones d'ombres sur cette présence chinoise attisent des reproches et critiques qui méritent d'être également soulignées.

2. Repproches et évolution dans l'approche chinoise 1996-2023

Cette partie se consacre spéciquement aux reproches à l'encontre des entreprises chinoises et les améliorations oberservées au fil du temps dans leurs pratiques. Elle se focalise sur certains éléments entre autres, la gestion de la main d'œuvre chinoise et locale, le tranfert latent des compétences et technologie, les questions de qualité et d'environnement.

2.1. Le problème de la prédominance de la main d'œuvre chinoise sur les chantiers

La question du nombre important de travailleurs chinois sur les chantiers, le problème de communication et d'intégration de ces expatriés, constituent un point d'ombre et de critique dans la mise en œuvre des projets en Côte d'Ivoire.

Il est reproché aux entreprises chinoises de faire venir des « travailleurs chinois et même des criminels»[9] pour la mise en oeuvre des grands projets d'infrastructure. En effet, contrairement aux entreprises de constructions occidentales, les entreprises chinoises recrutaient essentiellement des travailleurs chinois au début de l'activisme chinois. Cette

[9] Selon certaines personnes de l'opinion publique intérogées en 2015, les manoeuvres chinois expatriés en Afrique dans le cadre de la mise en oeuvre des premiers grands projets de coopération, seraient des prisonniers et des criminels qui doivent purger leurs peines en travaillant.

situation d'exportation massive de la main d'œuvre chinoise est récurrente en Côte d'Ivoire pendant la mise en oeuvre des premiers grands chantiers. Deux entretiens relatives aux travaux de construction du palais de la culture d'Abidjan et de l'hôtel des parlementaires à Yamoussoukro, nous révèlent que: «au début des travaux sur ces différents chantiers, la main d'œuvre, depuis le cuisinier, le blanchisseur jusqu'aux ouvriers les plus gradés en passant par les manœuvres, était essentiellement chinoise» [10] . De ce fait, les entreprises chinoises en charge de ces chantiers avaient du mal à recruter[11] les nombreux locaux en attente. spécifiquement, sur le chantier de l'autoroute Abidjan-Grand-Bassam, D. B. Aka révèle que « sur 300 travailleurs exécutants, ont compte environ 100 locaux» [12] . Cela montre que la main d'œuvre chinoise est privilégiée dans la mise en œuvre des projets à cette période. On observe des cas semblables dans bien de pays africains. Par exemple au Ghana, A.Y. Baah et al.(2011, p.67), rapporte que: « l'entreprise Shanghai Construction Group, responsable du chantier du stade de Takoradi, a employé 150 chinois sur 230 ouvriers.» Cela témoigne de la prédominace des ouvriers chinois.

Cependant, les interlocuteurs rencontrés quelques années plutard en 2019 sur de nouveaux chantiers, soutiennent qu'après l'intervention des autorités locales ivoiriennes, et compte tenu de l'ampleur des travaux, des travailleurs locaux finissent par être recrutés. Spécifquement, M. Diabaté souligne que, « sur près de 130 travailleurs au total engagés pour les

[10] Entretien directif réalisé par nous, avec M. Dabaté et al., Controleur BNETD, le 01 octobre 2015, à Abidjan.

[11] Le recrutement des ouvriers locaux sur un chantier n'est pas organisée par une structure bien indiquée, il se fait sur le chantier. Non seulement tu reçois l'information pas ''on dit'' et une fois sur le site tu es recensé en fonction de ta compétence et non de ton diplôme.

[12] Entretien directif réalisé par nous, avec D. B Aka, Controleur BNETD et responsable de l'équipe de contrôle des travux sur le chantier de l'autoroute Abidjan-Bassam, le 01 octobre 2015, à Abidjan.

travaux de rénovation du bloc ministériel, on compte environ 30 chinois et 100 locaux»[13]. Et cela grâce à l'intervention du gouvernement qui veut que désormais, un nombre important d'ivoirien soit recruté dans la mise en œuvre des chantiers tenus par les entreprises chinoises. De même, sur le chantier du stade olympique d'Embipé, « sur environ 1000 employés, on compte 350 ouvriers chinois et 650 manœuvres locaux»[14]. C'est différents témoignages montrent un changement notable dans l'approche.

Sur cette question d'exportation et de l'origine de la main d'œuvre chinoise, les propos d'un resortissant chinois laissent comprendre qu'au préalable, la main d'œuvre dans certains pays africains coûtait plus chère que celle d'origine chinoise. De ce fait, les entrepreneurs préféraient la faire venir de la Chine. Mais aujourd'hui, la main d'œuvre chinoise a aussi augmenté de coût. Donc les entrepreneurs n'arrivent plus à la faire venir pour des salaires relativement bas .(G.Zhang, 2013, p.22). Ces propos pourraient expliquer également le nombre de plus en plus important de travailleurs locaux récrutés au fil du temps sur les chantiers recents tenus par les entreprises chinoises.

Au-delà des questions de prédominance, le problème de communication demeure également un des faits décriés et un blocage à la collaboration entre travailleurs chinois et locaux sur les chantiers. Ainsi, ce problème crée t-il des faussés et des malentendus entre les ouvriers. A ce propos, R. K. Sanhin rapporte que, «sur le chantier de l'hôtel des parlementaires (2004-2006), ce problème de communication occasionne bien

[13] Entretien directif réalisé par nous avec M. Diabaté, Controleur BNETD, le 01 octobre 2015 à Abidjan

[14] Entretien semi directif realisé par nous, avec Li, Ingénieur en chef sur le chantier du stade olympique d'Ebimbé, le 07 avril 2019

souvent des querelles entre Chinois et Ivoiriens»[15]. Egalement, parlant de l'expérience vécu sur le chantier du barrage hydroélectrque de Soubré (2013-2017), N.G. Konan explique que « la collaboration était difficile à cause de la barrière linguistique »[16].

Avec l'ouverture de l'institut confucius à Abidjan depuis 2015, de plus en plus de locaux aprennent le chinois et acompagnent les entreprises chinoises sur les chantiers. Cela pourrait à la longue aider à ressoudre le problème de communication.

Ces différents cas montrent que la question de prédominance était une réalité en Côte d'Ivoire tout comme dans bien d'autres pays d'Afrique. Cependant les observations et temoignages plus recentes montrent qu'au-délà des problèmes de communication persistente, cette situation tend à s'améliorer sur les nouveaux chantiers après la période de 1996 à 2012. La place réservée aux travailleurs locaux sur ces différents chantiers est aussi problématique.

2.2. La gestion de la main d'œuvre locale (de la subordination à l'intégration)

Bien que temporaire et instable, les projets réalisés par la Chine en Côte d'Ivoire génèrent de l'emploi. Les entreprises chinoises recrutent des travailleurs locaux au fil du temps, lors de la réalisation des travaux. Cependant, le type d'emploi et le traitement réservé à ces recrues sur les chantiers, ainsi que la non colaboration avec les entreprises locales, est peu appreciée et beaucoup critiquée.

[15] Entretien directif réalisé par nous, avec R.K. Sanhin, manœuvre lors de la construction de l'hôtel des parlementaires de Yamoussoukro(2004-2006), le 21 septembre 2015, Yamoussoukro.

[16] Entretien directif réalisé par nous, avec N.G. Konan, Interprète français-chinois-français, le 20 septembre 2025, Abidjan.

D'abord, les travailleurs locaux jouaient un rôle marginal dans la réalisation des projets de construction, ils sont très souvent relégués au second plan. En fait, sur un chantier on trouve différentes corporations, entre autres le directeur du chantier, le chef de mission, l'ingénieur, le chef de chantier, les ouvriers qualifiés, les ouvriers simples et les manœuvres. Or, le constat sur les chantiers en Côte d'Ivoire entre 1996-2015 est que, depuis le directeur de chantier jusqu'aux chefs de chantier, ce sont des Chinois qui sont engagés. Ils occupent toujours les postes stratégiques, coordonnent, orientent, et décident du déroulement des travaux. Les postes de responsabilités sont rarement confiés aux ouvriers locaux. L'entretien avec R.K. Sahin confirme ces propos et précise que: «Dans tous les services ,les postes d'exécution étaient réservés aux travailleurs locaux et les postes de responsabilité aux ressortissants chinois»[17]. Cette affirmation du manooeuvre ivoirien confirme l'idée de surbodination de la main d'oeuvre locale, sur le chantier de l'hôtel des parlementaires à Yamoussoukro(2004-2006).

Aussi, l'enquête sur le chantier de l'autoroute Abidjan- Bassam (2012-2015) permet de conclure que, outre les travailleurs mandatés pas des structures comme le BNETD, les ressortissants ivoiriens employés sont tous des manœuvres destinés aux tâches qui ne nécessitent pas trop de spécialités tels que, le dallage, poser les bordures, faire le béton etc. Sur ce point, D.B. Aka confirme que: « même si quelques locaux ont fini par être engagés comme chef de groupe, les requêtes des autorités pour que des ingénieurs locaux soient recrutés sur le chantier Abidjan-Bassam, sont restées sans suite »[18]. Ces

[17] Entretien directif avec R.K. Sanhin, manœuvre lors de la construction de l'hôtel des parlementaires de Yamoussoukro(2004-2006), le 21 septembre 2015, Yamoussoukro.

[18] Entretien directif réalisé par nous, avec D. B Aka, Controleur BNETD et responsable de l'équipe de contrôle des travux sur le chantier de l'autoroute Abidjan-Bassam, le 01 octobre 2015, à Abidjan.

propos simulaires sont la preuve d'une réalité qui sévit sur la pluspart des chantiers.

Contrairement aux différents témoignages surcités sur ce point, on observe quelques lueurs de changement sur certains chantiers. Notre interlocuteur sur le site du barrage Hydroélectrique de Soubré (2013-2018) confie que: « Il y'avait tout de même des techniciens locaux qui sont intervenus sur le chantier» [19] . De même, le chantier du stade olympique d'Ebimbé (2018-2023) bien que tenu par Sinohydro, enregistre « au-déla des manoeuvres, la présence d'ouvriers spécialisés,et d'ouvriers qualifiés ivoiriens»[20]. Cela montre qu'à la différence de la gestion sur les premiers chantiers, la ressource humaine ivoirienne est solicitée au fil du temps et de mieux en mieux valorisée.

Ensuite, viennent les critiques relatives à l'absence de contrat de travail. La plupart des entreprises de construction chinoises font des recrutements sans contrat de travail. En effet, les ouvriers locaux sont considérés comme des travailleurs temporaires sans contrat, quelques soit le nombre de mois voire d'année passée sur un chantier. Pour cela, Ils ne bénéficient pas des avantages dont ils doivent réellement profiter, et leurs sors dépendent du bon vouloir de l'employeur. Un entretien réalisé en 2019 révèle ceci: «jusqu'à ce jour, la condition des recrues locales reste à désirer à différents niveaux, entre autres l'absence de contrat et autres pris en charge» [21] . Cela dénote du fait que, malgré quelques changements observés par endroit, certaines réalités déplorables sur le terrain demeurent.

---

[19] Entretien directif réalisé par nous, avec N. G. Konan, Interprète sur le chantier du barrage hydroélectrique de Soubré. le 01 septembre 2023, à Abidjan.

[20] Entretien semi directif réalisé par nous, avec M. Diabaté, Controleur BNETD, sur le chantier du stade olympique d'Ebimpé, 1er septembre 2018.

[21] Entretien semi directif réalisé par nous, avec M. Diabaté, Controleur BNETD , sur le chantier du stade olympique d'Ebimpé, 19 août 2019.

Enfin se pose le problème des salaires. Le salaire mensuel n'est par officiellement prédéfini, il se calcule à partir de la «fiche de notation»[22] du travailleur et varie selon la catégorie. À ce propos, R. Sahin révèle qu'au début du chantier de l'hôtel des parlementaires, les manœuvres percevaient environ 250 Fcfa l'heure et les ouvriers environ 500 Fcfa l'heure. Il souligne qu'au fil du temps, il y a eu une amélioration suite aux revendications des employés et aux interventions des autorités ivoiriennes.

Quant au chantier de l'autoroute Abidjan-Grand Bassam, le jour était payé à 2400 Fcfa en raison de 8h de travail au début, mais est passé à 3000 Fcfa après quelques remous. Concernant, le chantier de la réhabilitation du Ministère des Affaires Etrangères, M. Diabaté révèle que les travailleurs perçoivent 4100 Ffca par jour. Egalement il souligne qu'en 2018, sur le chantier d'Ebimpé, le gain du manœuvre par jour en raison de 8 heures de travail est d'environ 4300, les ouvriers spécialisés perçoivent entre 6000 et 8000/jour, tandis que les ouvriers qualifiés sont rémunérés à hauteur de 15000 Fcfa soit environ 2000 Fcfa par heure.

Ces différents témoignages montrent que la prime des employés varie d'un chantier à l'autre. Bien que faible au départ, elle connaît au fil du temps une augmentation relative dans l'ensemble.

Le salaire minimum général,en Côte d'ivoire jusqu'en 2012 était d'environ 36000 fcfa le mois. Il est passé de 36 000 à 60 000 fcfa en 2013 et de 60 000 à 75 000 fcfa depuis le 1er Janvier 2023. Normalement, les entreprises tiennent compte de cela pour fixer le salaire des employés. Cependant le problème avec certaines entreprises chinoises, est qu'elles traitent souvent les ouvriers locaux en se référant à ce stricte minimum. Également,

[22] fiche sur laquelle l'on note chaque jour le nombre d'heure de travail d'un employé.

étant considérés comme des travailleurs temporaires, ils ne bénéficient pas de certains avantages tels que les primes de transport et de logement, l'assurance hospitalisation etc.

Tout comme les travailleurs, les entreprises de construction chinoises ne collaborent pas avec les entreprises ivoiriennes. Les structures représentées sur les chantiers sont soit mandatées pour effectuer des travaux annexes tels que l'étude d'impact, le contrôle et le suivi des travaux. Cela se vérifie sur la totalité des travaux réalisés par les chinois sur la période de 1996 à 2012 en Côte d'Ivoire. De ce fait, les différents travaux réalisés sont conçus et mis en œuvre par des entreprises chinoises telles COMPLANT, COVEC, CMEC, Synohydro, etc. Ainsi il n'y a pas une réelle communication entre ingénieurs chinois et locaux.

Cette question de subordination de la main d'œuvre locale incombe aussi aux autorités ivoiriennes. En réalité, selon un de nos interlocuteurs, « avant 2005, les marchés conclus entre les gouvernements chinois et ivoiriens étaient des contrats de formation qui stipulent que, les entrepreneurs chinois viennent pour contribuer à la formation de la main d'œuvre locale»[23]. Cela sous-entend que la main d'œuvre locale n'est pas parfaitement aguerrie pour certains travaux. Pour cette raison, une fois sur les chantiers, les Chinois prennent la posture d'un formateur et non d'un collaborateur. Cela peut justifier le fait que la main d'œuvre locale ne soit pas sollicitée pour les postes de responsabilité et reléguée au second plan.

Hormis la gestion de la main d'œuvre, les entreprises chinoises sont interpellées sur bien d'autres aspects dans la mise en œuvre des travaux.

[23] Entretien semi directif réalisé par nous, avec M. Diabaté, sur le chantier du stade olympique d'Ebimpé, le 19 août 2019.

2.3. Les reproches liés à la qualité, la Technologie, l'environnement

La fiabilité des bâtiments et autres infrastructures réalisées par les entreprises chinoises, les questions de technologie et l'effet voire l'empiétement des travaux sur le cadre de vie des populations, sont aussi des aspects qui surcitent le débat dans la réalisation des projets par la Chine en Côte d'Ivoire.

La qualité et la fiabilité des bâtiments et autres types d'infrastructures réalisées par les entreprises chinoises dans les pays d'Afrique dont la Côte d'Ivoire sont le plus souvent fustigées par les populations. Les entreprises chinoises sont taxées de construire des routes et des bâtiments moins résistants, et qui ne répondent pas aux ambitions de développement durable.

En Côte d'Ivoire, dans le domaine des infrastructures, ce constat n'est pas encore criard. Cependant, des bâtiments tel que le palais de la culture d'Abidjan fait l'objet de réhabilitation quelques années seulement après son inauguration, alors que certaines infrastructures comme la basilique de Yamoussoukro et bien d'autres infrastructures, construites aux premières heures des indépendances, résistent aux intempéries. Ce constat peut permettre de stigmatiser les réalisations chinoises et attiser les critiques. Mais, l'on ne peut pas toute suite tirer une conclusion. Car confirmer que les réalisations sont précaires revient à mettre en doute la crédibilité des structures de contrôle ivoiriennes.

D'ailleurs, une enquête recente avec des agents du BNETD revèle que: «actuellement les entreprises chinoises livrent des infrastructures de bonne qualité, qui répondent au besoin de

développement durable» [24]. Cette affirmation témoigne de l'amélioration continue dans l'approche chinoise.

Un autre point critique est que les projets que réalisent la Chine en général, restent confinés dans le cadre public de la coopération bilatérale et, ne sont pas toujours suivis de transfert réel de technologies comme le souhaitent les autorités locales. En effet, le transfert de la technologie et des compétences des entrepreneurs chinois à leurs collaborateurs ivoiriens espérés par les autorités ivoiriennes, n'étaient pas de mise lors de la réalisation des premiers projets en Côte d'Ivoire. Cependant, des propos récents d'expert du BNETD confirment que : «le renforcement des compétences et l'acquisition de nouvelles expériences par les travailleurs locaux est une réalité»[25]. Les grands projets d'infrastructures réalisés depuis 2012 après la crise ivoirienne, permettent à quelques personnes, travaillant sur ces chantiers de renforcer leurs capcités.

Par contre, le transfert réel de la technologie à des personnes voire des entreprises appropriées, n'est pas encore de mise. Une des raisons selon un interlocuteur est, «la nécessité d'un environement et une formation bien adaptée pouvant permettre la maîtrise de cette technologie»[26]. Cette affirmation montre en filigrane que, beaucoup d'efforts restent à faire sur place en Côte d'Ivoire pour rendre réel ce transfert de technologie tant espérer. Entre autre la formation et l'orientation de grands projets vers les joint-ventures.

[24] Entretien réalisé par nous, avec quelques agents du bureau national d'étude et de développement(Bnetd), plateau, 16/03/2026.

[25] Entretien réalisé par nous, avec quelques agents du BNETD, plateau, 16/03/2026.

[26] Entretien réalisé par nous, avec B. Bogui, representant du Ministère d'Etat Ministère des Affaires Etrangère Côte d'Ivoire , 08 mai 2018, Abidjan.

Par l'octroi de bourses d'études et bien d'autres formations en Chine, la RPC apporte déjà du soutien à la formation de certains Ivoiriens aux nouvelles technologies, surtout en terme d'infrastructure et d'agriculture. Ces actions qui aident à la formation de la ressource humaine sont à encourager.

Outre la question de qualité et de technologie, un des problèmes majeurs que pose la réalisation des grands travaux, est leurs effets néfastes sur le cadre de vie et les activités économiques de la population locale (M.B.N'guessan et N.F.Ebi. 2021, pp.69-80). Le gouvernement prend des mesures pour indemniser et rélocaliser ces populations. Cependant cette procédure met souvent trop de temps et les populations sont souvent délocalisées d'abord avant d'être indemnisées. Cette situation suscite bien des fois le mécontentement des populations, qui prennent pour cible l'entreprise chinoise en charge du chantier en question, créant ainsi des soulèvements de nature à freiner le bon déroulement des travaux. Ce fut le cas au début de la mise en œuvre des travaux de l'autoroute Abidjan-Bassam.

D'une main d'œuvre sous employée à une population soumise aux aléas des travaux, en passant par la difficile collaboration sur les chantiers et un transfert latent de la technologie, telles sont quelques élements qui fondent les critiques des populations, depuis le début de l'activisme chinois dans le domaine des infrastructures. Avec le temps, ces stériotypes pour la plupart, se dicipent faisant place à des changements positives dans les pratiques sur les chantiers. En comparaisons aux pratiques sur les premiers chantiers, on peut affirmer qu'il y a une amélioration. Cependant des marches restent à faire pour sortir de la théorie de la surbordination des locaux par leurs pairs chinois.

Conclusion

L'analyse confirme que sur la période de 1996 à 2023, la gestion des chantiers tenus par les entreprises chinoises en Côte d'ivoire, génère des impacts positifs sur l'image de la RPC mais également, souligne des zones d'ombre qui font l'objet de débats et nécessitent un rééquilibrage.

La RPC dans le domaine des infrastructures, est principalement appréciée pour, sa diponibilité à financer et réaliser de grands projets dans toutes les zones où se présentent les opportunités, sans restriction et souvent dans des conditions difficiles; également pour la simplicité et le courage de la main d'œuvre chinoise; et sutout, pour la flexibilité du coût des projets. Ces atouts suscitent l'admiration de ses partenaires et donnent une bonne réputation aux entreprises chinoises sur ces points . À l'opposé, la Chine essuie des reproches relatives à la place de choix accordée à la main d'oeuvre chinoise sur les chantiers, la subordination de la main d'oeuvre locale, et à bien d'autres realités tels que la qualité des travaux , la technologie, la communication et la collaboration.

De l'analyse des ces différentes réalités du terrain, il ressort que, si au début de l'activisme chinois dans le domaine des infrastructures en Côte d'Ivoire, les travailleurs chinois étaient prédominants au détriment de la main d'œuvre locale, au fil des années et en tenant compte des reproches et négociations, la tandance change progressivement. Notamment, des repproches relatives au faible salaire des employés locaux et à l'absence de transfert des compétences, connaissent une amélioration considérable avec le temps. Témoignant ainsi des effort déployées par les autorités des deux bords pour édiffier une coopération plus gagnant-gagnant. Par contre,jusqu'à ce jour, certaines pratiques des entreprises chinoises restent à

désirer, entre autres l'absence de contrat de travail et autres prise en charge. Cela rend vulnérable les travailleurs locaux et les expose à des licenciement en permanance. Il y a également la difficile collaboration entre les travailleurs des deux bords et la problématique du tranfert réel de la technologie qui demeurent. Sur ce dernier point, une reflexion en symbiose s'impose entre les deux partie en vu de mieux réléver ce défi.

La reflexions sur l'image de la Chnie dans le domaine des infrastructures en Côte d'Ivoire n'est qu'un aspect d'une réalité dans la coopération. Elle peut être envisagée sous d'autres angles et dans d'autres domaines comme l'électroménager, le commerce, l'intégration social, etc. Egalement, une mise en relation des différents élements analysés dans le cadre de la coopération sino-ivoirienne, avec un autre modèle de coopération, permettrais de mieux apprécier cette réalité.

Références Bibliographiques

Sources orales

AKA Boua Désiré, 2015, Controleur BNETD, entretien réalisé par nous, Abidjan

BOGUI Blaise, 2018, Représentant du Ministère d'État Ministère des Affaires Etrangères, propos recueillis par nous, Abidjan

DIABATÉ Méma, 2023/2019, Controleur BNETD, entretien réalisé par nous, Ebimpé, Anyama

DIABATÉ Méma, 2015, Controleur BNETD, entretien réalisé par nous, Abidjan

KONAN N'dri Ghislain, 2025, Interprète français-chinois-français, entretien réalisé par nous, Abidjan

SAHIN Kouakou Rodolphe, 2015, Réprésentant manœuvre, entretien réalisé par nous, Yamoussoukro

LI, 2019, Ingénieur en chef sur le chantier du stade olympique d'Ebimbé, entretien réalisé par nous, Ebimpé, Anyama

Sources imprimées

BAAH Anthony Yaw, JAUCH Herbert, 2011, «Investissements chinois en Afrique : condition de travail et relations professionnelles », in Alternatives sud, vol 18, N°2, pp 63-84.
Direction de la Dette Publique, 2014, *Convention de financement signée avec la Chine au 30 mai 2014,* Rapport, Abidjan
DENG Xiaoping, 1978, *Discours prononcé lors de la 3e session plénière du 11e Comité central du parti communiste chinois.* Disponible sur: www.french.peopledaily.com.cn , consulté le 18/01/2013.
EBI N'godo Filomène, 2021, *La Chine dans le développement des infrastructures en Afrique de l'ouest : les exemples du Ghana et de la Côte d'Ivoire de 1994 à 2018,* Thèse de doctorat, Histoire, sous la direction de M.B. N'GUESSAN, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan
EBI N'godo Filomène, 2020, « The contribution of China for the supplies of Côte d'Ivoire: Synthesis on public works from 1996 to 2016. », in A Selected Collection of Research Perpers of Visiting Program for Young Sinologists, pp.433-455, China Studies 2018, Beijing
EBI N'godo Filomène, 2019, « Les bases de la relance de la coopération sino-ivoirienne : 1994- 2013 », In : Ouattara Tiona Itinéraire d'un Grand Historien, M. N'GUESSAN, pp.248-264, Editions Universitaires Européennes, Mauritius
GBAGBO Laurent, cité par PEPE Michel, 2006, « Maison des Députés », in Fraternité Matin, N° 12467, p.02.
KOUAME Koffi, 2006, « La nation exprime sa reconnaissance aux techniciens », in Fraternité Matin, N°12467, p.3.

N'GUESSAN Mahomed, EBI N'godo Filomène, 2021, « Étude Comparée du respect des Norme environnementales par la Chine sur les chantiers en Afrique : les cas du Ghana et de la Côte d'Ivoire (Bui 2007 et Ebimpé 2016*) »*, in Revue Annuelle Dialogue et Paix, N°9, pp.69-79.

NIQUET Valérie, 2006, «La stratégie africaine de la Chine », in Politique étrangère, *N*°2 été 2006, pp.1-10.

ZHANG Guoqing, 2013, « il faut coopérer et non chercher à imposer ou exploiter», in Fraternité matin, N°14493, p.22.